

Face à une crise financière difficile

Les collectivités locales tenues de rapporter plus d'argent

Page 3



LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3930 - Mardi 26 juillet 2016 - Prix : 10 DA

Tizi Ouzou

Coup d'envoi du festival «Raconte-arts» à Souamaa

Page 24

Face à la pression qui pèse sur les grands hôpitaux

Boudiaf : «La santé doit se rapprocher du citoyen»

Page 2

Un coup d'Etat peut en cacher un autre

Par Mohamed Habili

C'est Erdogan lui-même qui a qualifié le coup d'Etat manqué contre lui de don du ciel. Grâce à lui, en effet, il peut enfin changer la nature du régime turc, passer du régime parlementaire, qui l'a toujours gêné aux entourloupes, au régime présidentiel, ce qu'il avait bien essayé auparavant mais sans y parvenir. Le coup d'Etat manqué lui a fait cadeau de quelque chose qui en effet n'a pas de prix : révolutionner le système politique turc dans le sens voulu par lui avec le soutien de cette même opposition qui jusque-là avait fait échec à son dessein. Le grand rassemblement sur la place Taksim, à l'appel du principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple, auquel s'est joint son propre parti, l'AKP, est le dernier clou planté dans le cercueil du parlementarisme turc. C'est dans le même temps le début d'une nouvelle ère politique, dont tout indique qu'elle commencera par le règne sans partage d'Erdogan. Quant à savoir, comment elle va évoluer, du temps même d'Erdogan, pour ne pas dire de son vivant, ou à sa suite, c'est ce qu'il est impossible de savoir, rien n'étant jamais écrit d'avance. Mais si cela ne dépendait que du président turc, alors on peut être sûr d'une chose : la fin du régime parlementaire en Turquie c'est aussi la fin de la démocratie dans ce pays. Le coup d'Etat manqué permet à Erdogan d'accomplir son propre coup d'Etat antidémocratique au nom de la défense même de la démocratie. **Suite en page 3**

De nouvelles mesures ont été annoncées par la ministre

Les personnes âgées prises en charge à domicile



PH/D. R.

La ministre de la Solidarité nationale, Mounia Meslem, a annoncé l'adoption du décret exécutif fixant les mesures d'aide et de prise en charge particulière à domicile pour les personnes âgées.

Page 2

Surcharge des services obstétriques

Surcroît d'accouchements durant l'été

Page 4

Théâtre de Verdure Laadi-Flici

Les Algérois découvrent la voix de Rokia Traoré

Page 13

De nouvelles mesures ont été annoncées par la ministre

Les personnes âgées prises en charge à domicile

■ La ministre de la Solidarité nationale, Mounia Meslem, a annoncé l'adoption du décret exécutif fixant les mesures d'aide et de prise en charge particulière à domicile pour les personnes âgées.

Par Yacine Djadel

Lors de la dernière réunion du gouvernement au cours de laquelle M^{me} Meslem ayant fait sa déclaration, en s'exprimant de manière précise sur le sujet, n'a pas manqué de rappeler le but principal du projet et ce, en disant que «ce décret a pour objet de fixer les mesures d'aide à domicile et de prise en charge particulière des personnes âgées dépendantes et démunies». La ministre de la Solidarité qui a coprésidé, à l'occasion, avec la ministre de l'Education, Nouria Benghebrat, la cérémonie de sortie des stagiaires des centres de formation des personnels spécialisés, relevant de son secteur, a mis donc l'accent sur la volonté politique adoptée par le gouvernement en vue de prendre en charge les catégories vulnérables et démunies. A ce propos, cette dernière a affirmé que la tutelle reste volontaire pour réaliser toutes



Ph/D. R.

démarches visant à offrir un meilleur encadrement aux personnes âgées démunies, ainsi qu'aux handicapés.

La preuve étant que de nouvelles mesures ont été prises par l'Etat, en ce sens, pour l'assistance, l'aide, et l'accompagnement de ces derniers. C'est dans ce sens d'ailleurs qu'elle a cité, entre autres, de nouveaux métiers créés dans le domaine social. Selon elle, ceux-ci viennent pour doter les établissements spécialisés de nouvelles structures et services du SAMU. Des établissements et centres, qui, rappelle-t-on, sont chargés

de la prise en charge des sans-abri, outre les bureaux de la médiation sociale et familiale au niveau des directions de wilaya de l'action sociale et de la solidarité. Des mesures d'amélioration qui, vues sous cet angle, viennent nous rappeler le bond qualitatif qu'a connu le secteur ces dernières années, et ce, à la faveur évidemment d'un arsenal législatif et juridique visant à assurer la protection de ces catégories vulnérables.

Par ailleurs, pour ce qui est justement du volet juridique touchant à la protection et à la promotion des personnes handi-

pées et âgées, des textes d'application de la loi relative à ce dernier continueront donc, d'après M^{me} Meslem, à être élaborés et promulgués par le secteur de la Solidarité nationale.

Son département assurera aussi sa participation à l'élaboration des textes de loi relatifs à la protection de l'enfant en coordination avec le ministère de la Justice. «Ces réalisations s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des conventions internationales ratifiées par l'Algérie en matière de protection des droits de l'Homme», a-t-elle ajouté. S'agissant toutefois de la for-

mation d'une main-d'œuvre qualifiée, la ministre a fait savoir que le secteur comptait 3 384 employés dans le domaine socio-éducatif.

Ces derniers, d'après ses précisions, sont issus des différentes spécialités, des centres de formation relevant du secteur depuis 1999 à ce jour. Parmi eux, le nombre de 287 dont 7 nouvelles spécialités, a été celui des diplômés ayant été promus récemment lors de la session de juin 2016.

Y. D.

Face à la pression qui pèse sur les grands hôpitaux

Boudiaf : «La Santé doit se rapprocher du citoyen»

S'il y a un secteur qui avait besoin d'être sérieusement pris en main, c'est bien celui de la Santé. En effet, depuis longtemps, ce secteur était le parent pauvre de tous les programmes initiés par le gouvernement. Non seulement le manque d'équipements mais aussi l'état de délabrement avancé des infrastructures hospitalières qui a nécessité une reprise en main. Le ministre de la Santé continue sur sa lancée en multipliant les déplacements à travers les diverses régions du pays pour s'enquérir et veiller au bon fonctionnement des structures de soins et à la mise en œuvre de la stratégie de son département. Une stratégie basée essentiellement sur un management de proximité, voire participatif, visant en premier lieu à rapprocher les services de santé des citoyens afin de réduire la pression sur les grands centres hospitaliers. Présidant l'ouverture de la journée de sensibilisation sur la santé de proximité sur les ondes de radio El Bahdja à Alger, en parallèle avec les radios locales, Abdelmalek Boudiaf a mis l'accent, hier, sur la nécessité de



concrétiser le principe de la santé de proximité afin d'atténuer la pression qui pèse sur les grands établissements hospitaliers. Il a estimé, dans ce sens, impératif la concrétisation du principe de rapprocher la santé du citoyen en rétablissant sa confiance en les prestations offertes par les établissements

sanitaires. Il a précisé que son secteur s'employait dans le cadre de la réforme du système de la santé, du respect de la pyramide hiérarchique et l'amélioration du service public, à réhabiliter les cliniques de proximité pour la prise en charge sanitaire de base du citoyen. Le ministre de la Santé a indiqué en

outre que la prise en charge du citoyen par les cliniques de proximité demeurerait le «meilleur moyen» pour prodiguer les soins de base et de qualité au malade puis l'orienter vers d'autres établissements hospitaliers en cas de complications. Il a rappelé à ce propos l'existence de 1 652 cliniques de proximité à travers le

territoire national qui disposaient toutes de laboratoires d'analyses et de médecins généralistes, de gynécologues et de pédiatres et où, a-t-il dit, des soins sont proposés pour faire éviter au citoyen le déplacement vers les grands hôpitaux. D'autre part, Boudiaf a souligné la nécessité de parvenir dans le cadre de la nouvelle méthode de travail à la concrétisation du principe des soins à travers le médecin traitant en vue d'un meilleur suivi du dossier du patient. Il a évoqué, toujours dans le cadre de la santé de proximité, les prestations offertes en matière de soins et de suivi à domicile, ce qui permet de libérer des lits au niveau des grands hôpitaux et de préserver la dignité du malade en le maintenant en milieu familial. Abordant le vaccin retiré après le décès de deux nourrissons à la clinique privée de Rouiba, il a déclaré que l'enquête sur les circonstances de ces décès était en cours et les résultats seront connus prochainement, ajoutant que le lot utilisé a été retiré et que les services de protection maternelle et infantile continuaient la vaccination.

Meriem Benchaouia

Face à une crise financière difficile

Les collectivités locales tenues de rapporter plus d'argent

■ Dans une conjoncture financière difficile, le financement des collectivités locales et leur participation à trouver de nouvelles ressources et faire rentrer de l'argent est un vrai casse-tête pour le gouvernement.



Par Nacera Chennafi

Après quatre réunions régionales qui ont regroupé le ministre de l'Intérieur, Nourredine Bedoui, et les walis de la République, les solutions radicales pour plusieurs défaillances relevées dans la gestion locale ne sont pas pour demain. Dans ce cadre, les propositions des walis au président de la République et le Premier ministre et des décisions seront rendues publiques au début de la prochaine rentrée sociale à l'occasion de la réunion gouvernement-walis.

Parmi les défaillances relevées par le ministre de l'Intérieur lors de ces quatre réunions régionales, il y a la non rentabilisation des différents projets et investissements réalisés par l'État et la non estimation financière réelle des biens des collectivités locales. Cependant, en aucun cas la question du pourquoi de cette situation et cette attitude n'a été consacrée pendant des années, du moins durant la réunion des walis du Centre à

laquelle nous avons assisté dimanche dernier au siège de la wilaya d'Alger.

Les collectivités locales ont toujours été une grande charge pour la caisse de l'État qui a même un certain temps effacé les dettes des communes. Depuis des années on parle de réforme de la fiscalité locale mais aujourd'hui les résultats affirment que l'avancement est minime et le financement des wilayas et des communes reste du ressort de l'État. Fallait-il attendre la crise financière provoquée par la poursuite de la chute des prix du pétrole pour comprendre que les collectivités locales doivent se trouver leurs propres ressources financières, encourager l'investissement local et faire face à une bureaucratie. Dans leurs interventions dimanche; lors du débat dans le cadre de la réunion des walis du Centre, ces derniers ont affirmé leur impuissance devant la bureaucratie, notamment celle des directions des Domaines concernant la problématique du foncier industriel. Le wali de

Blida a souligné n'avoir pas pu déplacer les marchés de gros et exploiter un espace vert, que 1 666 demandes d'investissement restent sans réponse et que la nouvelle ville lui échappe au niveau de sa wilaya. Un constat similaire est fait par le wali de Ain Defla. Des questions se posent alors sur les prérogatives des walis et leur champ d'intervention. Dans ce contexte, certains s'attendent aux nouveautés que contiendra le projet de loi portant code de la wilaya et le texte portant code communal, lesquels seront présentés au Parlement lors de sa prochaine session. En attendant cet aspect législatif, le gouvernement se focalise sur le rendement financier des collectivités locales. A ce propos, le ministre de l'Intérieur a indiqué la proposition de nouveaux impôts dans le cadre du projet de loi portant loi de finances 2017 et appelé les walis à participer à la prise de décision et à l'élaboration de projets à haut rendement. «Ces idées doivent faire l'objet de propositions à soumettre au gouver-

nement lors de la réunion gouvernement-walis, prévue en septembre prochain à Alger», a-t-il insisté. Lors de sa réunion avec les walis de l'Est à Constantine, le ministre avait tenu à spécifier aux premiers responsables des collectivités locales qu'«il n'y a plus d'argent dans les caisses de l'Etat et qu'il faudrait le trouver désormais localement via des initiatives locales, par la promotion de l'investissement et la fructification du potentiel que recèle chaque région». Bedoui avait également tenu récemment une rencontre avec les walis du sud du pays, où il a exhorté les responsables locaux à rentabiliser les différents investissements initiés par l'Etat.

Il faut dire qu'après les directives et les dysfonctionnements relevés dans la gestion des affaires locales, des walis sont sous haute pression pour corriger les lacunes constatées par le ministre de l'Intérieur lors des quatre réunions qu'il a présidées avec eux, en attendant la réunion gouvernement-walis en septembre prochain. **N. C.**

LA QUESTION DU JOUR

Un coup d'Etat peut en cacher un autre

suite de la page Une

On se demandera encore longtemps lequel des deux coups d'Etat a précédé l'autre, lequel a entraîné l'autre : celui qu'Erdogan a voulu réaliser, mais qu'il n'a pas pu mener à bout, ou celui qui vient de manquer, et qui enfin lui donne la possibilité de changer la nature du régime turc. Erdogan aurait voulu monter contre lui-même un coup qu'il n'aurait pas fait mieux. On objectera sans doute à cela qu'une démocratie est par nature susceptible de se couler aussi bien dans le moule parlementaire que dans le moule présidentiel, et que le passage de l'un à l'autre n'implique pas nécessairement une atteinte contre elle, appréhendée en termes de valeurs et de libertés. Oui, sans doute, si la démocratie en question a derrière elle une longue histoire, si elle est déjà passée par plusieurs épreuves, dont de mortelles, et qu'elle en a triomphé. Un régime démocratique solidement établi est d'une certaine façon indifférent à la forme qu'il peut revêtir, et qui elle dépend essentiellement de l'histoire particulière de chaque pays. Encore que la plus vieille des démocraties possible puisse être remise en cause, et même détruite à l'occasion d'une crise politique, comme il s'en produit périodiquement dans chaque pays. Mais une démocratie jeune comme la démocratie turque n'a pas le choix des formes pour croître et se renforcer. Seul le régime parlementaire est à même de l'enraciner, de la conduire vers l'âge adulte, à cet état de force et de confiance en soi où il faut plus d'un dictateur occasionnel pour tromper son système immunitaire, car elle aura eu le temps de le développer. C'est encore loin d'être le cas en Turquie. Il y a tout lieu de penser que le passage au régime présidentiel équivaldrait chez elle à la mise en place d'un pouvoir personnel, qui ira s'enhardissant tout en s'institutionnalisant. Est-ce un hasard si dès maintenant il est question de rétablir la peine de mort ? On peut même se demander si l'opposition ayant appelé au rassemblement d'avant-hier, en présence d'ailleurs des militants de l'AKP, venus en force en quelque sorte pour les encadrer, avait le choix de faire autre chose que d'aider à l'entreprise conçue par Erdogan.

M. H.

d'autres accidents aériens avaient déjà été causés par ce type de problème, notamment celui du vol Rio-Paris d'Air France qui s'était abîmé dans l'Atlantique en juin 2009 avec 228 passagers à bord.

Depuis, l'Organisation de l'aviation civile internationale a prévu des formations complémentaires, qui n'ont pas été mises en œuvre par Swiftair avant l'accident.

L. N.

Crash d'Air Algérie au Mali

Les pilotes espagnols aux commandes de l'avion étaient mal formés

Les pilotes espagnols aux commandes de l'avion d'Air Algérie qui s'était écrasé en juillet 2014 au Mali, causant 116 morts, n'étaient pas formés aux manœuvres qui auraient pu éviter le drame, a indiqué lundi le principal syndicat de pilotes espagnol.

«Les pilotes n'avaient jamais été formés pour affronter de telles situations», a souligné lundi le syndicat Sepla dans un communiqué, rappelant que selon le rapport final du Bureau

d'enquêtes et d'analyse français pour la sécurité de l'Aviation civile, ou BEA, publié en avril, l'accident a été provoqué par «la non-activation» par l'équipage du système antigivre, suivie de l'absence de réaction des pilotes pour sortir d'une situation de décrochage.

L'obstruction des capteurs de pression des moteurs en raison du givre a conduit à une diminution de la poussée des moteurs, puis de la vitesse de l'avion.

L'équipage n'aurait pas détec-

té cette diminution de vitesse jusqu'au décrochage, puis n'a pas été en mesure de le rattraper.

«Nous n'apprenons pas de nos erreurs», a dénoncé lors d'une conférence de presse Ariel Shocroón, chef du département technique du syndicat, ajoutant que «le pilote et le copilote étaient très expérimentés, et avaient plus de 16 000 heures de vol sur cet aéronef. Mais nous avons besoin de davantage d'entraînement et de meilleure quali-

té». Le «McDonnell Douglas MD83» s'est écrasé il y a tout juste deux ans, dans le nord du Mali, avec 110 passagers et six membres d'équipage à bord.

Il reliait Ouagadougou à Alger, et transportait principalement des Français (54), des Burkinabè (23), des Algériens (8), et des Libanais (6). Les six membres d'équipage étaient des Espagnols mis à disposition par une compagnie espagnole de leasing, Swiftair.

Le syndicat a rappelé que

Surcharge des services obstétriques

Surcroît d'accouchements durant l'été

■ Les services obstétriques des grands hôpitaux et cliniques de la majorité des régions du pays enregistrent une surcharge stressante durant la période estivale qui coïncide avec les départs en congé de nombreux professionnels de la santé.

Par Assia Ch.

Ce phénomène s'explique notamment par la hausse du taux de natalité en cette période de l'année. A titre d'exemple, 28,4% des naissances (près de 300 000) ont été enregistrées durant le troisième trimestre de l'année 2015, selon les chiffres de l'Office national des statistiques (ONS) qui relève parallèlement une hausse de mariages (113 000) durant la même période.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur de la population au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Amar Ouali, a imputé l'augmentation du nombre des naissances (+50 000) pour les seuls mois de juillet et août 2015 en comparaison avec les autres mois de l'année, à la tradition de la société algérienne de célébrer les cérémonies de mariage durant la saison estivale.

Si la situation «difficile» que connaissent certains services obstétriques à travers le pays est due, pour le même responsable, au «manque flagrant» des personnels médicaux et paramédicaux, d'autres professionnels de la santé l'expliquent plutôt par l'absence d'une couverture sanitaire de proximité, ce qui pousse le citoyen à s'orienter vers un service équipé en quête d'une bonne prise en charge notamment en cas de grossesse à risque.

Le directeur de la santé de la wilaya d'Alger, D' Mohamed Miraoui, a indiqué que les naissances enregistrées dans 17 établissements hospitaliers et de proximité avaient atteint un point culminant en été 2015 avec près de 30 000 nouveau-nés, dont 21% issus d'autres wilayas.

Evoquant le nombre de cliniques et services obstétriques, il a précisé qu'il y a un service pour 61 167 femmes en âge de procréation entre établissements publics et privés avec une capacité d'un lit pour 447 femmes dans les établissements publics et une sage-femme pour 1 171 femmes.

Affluence excessive des localités Est de la capitale sur l'hôpital Parnet

Au centre hospitalier Nafissa-Hammoud (ex-Parnet), la sage-femme coordonnatrice du service, Aichouche Messaoud, a affirmé que cette affluence était due à la réputation de cet hôpital, connu pour ses prestations de qualité au niveau des services des urgences médicales, de pédiatrie et de néonatalogie ainsi que le service obstétrique.

Elle a précisé que le service prend en charge entre 30 et 50 accouchements par jour et plus de 1 000 par mois dont la plupart en dehors de la wilaya d'Alger, relevant que certains hôpitaux à



PhDR

l'est de la capitale transféraient vers Parnet tous les accouchements à risque (hypertension, diabète, maladies cardiaques, anémies...).

D'une capacité de 24 lits patents, le pavillon de gynécologie obstétrique se voit souvent dans l'obligation de doubler sa capacité d'accueil avec un lit pour deux femmes et leurs nouveau-nés. De ce fait, le service se transforme en une véritable ruche humaine qui s'emploie sans relâche à cerner la situation.

Cette profession est humaine et éprouvante à la fois, a confié une infirmière qui s'empressait d'aller prêter main-forte à une femme sur le point d'accoucher, réitérant toutefois sa totale disposition à assumer cette noble mission quelle que soit la situation.

A ce propos, le personnel médical et paramédical a estimé qu'en dépit des grands moyens mis à la disposition de cette structure, il est impossible de prendre en charge le nombre croissant d'accouchements, notamment en cette période de l'année.

Le manque sensible des personnels médicaux et paramédicaux s'explique par le gel, ces dernières années, de la formation et le passage des sages-femmes au secteur de l'enseignement supérieur, chose qui a entravé en grande partie, le bon fonctionnement du service en question, a-t-il souligné.

Le même son de cloche résonne au sein du service gynécologie obstétrique du centre hospitalier d'Annaba (Est du pays), selon le directeur général, P' Abdelaziz Lankar qui a déclaré que 4 000 accouchements ont été pris en charge durant le troisième trimestre 2015, soit 40 naissances par jour dont 70% venues des wilayas avoisinantes et 50% de la seule wilaya d'El Taref.

Il a relevé que le service d'une capacité de 135 lits était encadré par sept médecins et 55 sages-femmes, estimant que ces compétences qui travaillent sans répit aucun n'étaient pas en mesure de faire face à la situation.

Certains hôpitaux maîtrisent la situation grâce à la mobilisation de leurs personnels

Si les hôpitaux de Parnet et d'Annaba doivent gérer au quotidien cette pression pesante au niveau des services obstétriques durant l'été, la situation est autre à l'hôpital de Kouba et les services hospitaliers d'Oran qui sont parvenus à prendre les choses en main grâce à l'organisation et à la mobilisation de leurs personnels.

Le directeur général de l'hôpital Bachir-Mentouri (Kouba), Abdelkader Ghouila, a affirmé que conformément aux instructions du ministre de la Santé liées à la prise en charge des

services maternité durant l'été, l'hôpital a de suite mobilisé une équipe médicale et paramédicale pour assurer les prestations au niveau de cette structure qui dispose de 56 lits entre les services obstétrique et grossesses à risque.

Outre la mise en place de 14 autres lits supplémentaires pour éviter la situation «catastrophique» vécue les précédentes années, le même responsable a mis en avant l'organisation et l'orientation des femmes enceintes au cas par cas vers les cliniques de Gué de Constantine et d'El-Mouradia.

Pour une meilleure prise en charge, le directeur de la santé de la wilaya d'Alger a annoncé l'ouverture, en septembre prochain, d'un nouvel hôpital maternité pédiatrie à Douira (ouest de la capitale) et un autre complexe à Baba Hassen et à Bir Khadem dans l'attente du coup d'envoi pour la réalisation de trois hôpitaux similaires à Rouiba, Ain Benian et Hussein Dey d'une capacité de 150 lits chacun.

D'autre part, la situation dans les services obstétriques d'Oran (ouest du pays) est totalement différente de celle du centre et est du pays.

Le directeur de la santé de wilaya, Abdelkader Kaceb, a indiqué que sa direction avait résolu définitivement le problème de surcharge et de pression au niveau des services obstétriques par la mise en place d'une cellule qui veille à organiser le

transfert des femmes enceintes entre les différents services de la wilaya en fonction des lits disponibles, avant de rappeler qu'une moyenne de 50 naissances sont recensées chaque jour.

Par ailleurs, le chef du service gynécologie de l'hôpital de Zeralda, P' Arab Boudriche, a confié que le transfert des malades d'une région à une autre était dû, en premier lieu, à l'exploitation irrationnelle des structures de proximité existantes et à l'absence de garde et de spécialistes ce qui contraint le citoyen à aller chercher une meilleure prestation dans les grands établissements hospitaliers.

De son côté, le président du Conseil de l'ordre des médecins, D' Mohamed Bekkat Berkani, le phénomène est dû à la répartition inégale des spécialistes à travers les différentes régions du pays, ce qui amène le citoyen, a-t-il dit, à se diriger vers les grands établissements hospitaliers pour la sécurité et la qualité des prestations.

Il a prôné, dans ce contexte, l'encouragement de l'installation des spécialistes dans les régions reculées tout en renforçant le rôle des établissements et centres de santé de proximité, estimant que la prise en charge de la grossesse fait partie des prestations médicales «particulières» car nécessitant beaucoup de vigilance pour préserver la vie de la mère et du nouveau-né.

A. Ch./APS

Maatkas

Coup d'envoi du Festival de la poterie

Dans la région de Maatkas, le coup d'envoi de la fête de la poterie à laquelle prennent part plus d'une centaine de participants venus d'une vingtaine de wilayas a été donné hier. Au programme de la 7^e édition du festival de Maatkas, des expositions-vente de poterie et autres objets traditionnels, des conférences, des ateliers pour

enfants et autres animations artistiques. Durant cette manifestation qui se poursuivra jusqu'à vendredi prochain, les visiteurs pourront acheter des produits de la poterie et autres arts traditionnels. Le coup d'envoi a été donné par la directrice de wilaya de Tizi Ouzou, M^{me} Nabila Goumeziane, qui a assuré à l'occasion que le département ministériel

de la culture poursuivra son soutien aux manifestations culturelles dans la région. Le commissaire du festival, Mustapha Meziani, a indiqué que la fête constitue un carrefour d'échanges entre les artisans dans différents domaines, dont la poterie.

Hamid M.

Pétrole

Le Brent ouvre la semaine à moins de 46 dollars

LES PRIX du pétrole poursuivaient hier leur lancée baissière, en cours d'échanges européens, affectés par la surabondance de l'offre pesant sur le marché et la fragilité de l'économie mondiale. Vers la fin de la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait 45,39 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 30 cents par rapport à la clôture de vendredi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance lâchait 31 cents à 43,88 dollars. La nouvelle semaine d'échanges commence, le Brent ne se négocie qu'à peine au-dessus du plus bas en deux mois et demi qu'il a enregistré vendredi, tombant alors à 45,17 dollars le baril, observaient les experts de Commerzbank. Selon eux, le moral des investisseurs est sombre alors que les investisseurs financiers continuent de se retirer du marché pétrolier et génèrent ainsi une pression à la vente accrue. «Les craintes au sujet de l'état fragile de l'économie mondiale ainsi que la nature excédentaire du marché pétrolier sont les raisons expliquant la mauvaise performance des prix» depuis le 18 juillet, selon Tamas Varga, analyste chez PVM. Les inquiétudes entourant la surabondance d'offre a été alimentée par les dernières données hebdomadaires du département américain de l'Energie (DoE) publiées mercredi, selon lesquelles même si les réserves de brut américaines ont enregistré leur neuvième semaine consécutive de déclin, les stocks commerciaux totaux sont à un plus haut historique, en raison notamment d'une forte hausse des réserves d'essence. Ainsi, «comme mentionné dans des rapports récents, la surabondance mondiale de pétrole brut semble s'être transformée en une surabondance de produits» pétroliers, ce qui a contribué à faire fuir les investisseurs du marché, poursuivait M. Varga. En outre, selon le décompte établi par le groupe privé Baker Hughes, quatorze puits de forage en activité supplémentaires ont été recensés la semaine dernière aux Etats-Unis, soit la quatrième hausse hebdomadaire consécutive. «Il serait toutefois prématuré de supposer que cela va conduire à une hausse de la production pétrolière américaine. Bien que l'activité de forage soit désormais à son plus haut niveau depuis la fin mars, elle reste toujours de 30% inférieure au niveau à laquelle elle se trouvait au début de l'année», tempérait-on chez Commerzbank.

R.E.

Croissance économique

Le PIB progresse de 3,6% au 1^{er} trimestre

■ Le taux de croissance du PIB s'est établi à 3,6% au 1^{er} trimestre 2016 par rapport au même trimestre 2015, avec une reprise de certaines activités du secteur des hydrocarbures mais un ralentissement en agriculture, selon l'ONS.

Par Souad H.

La croissance hors hydrocarbures s'est située à 3,8% au 1^{er} trimestre 2016 alors qu'elle était de 5,1% au même trimestre 2015, tandis que le PIB hors agriculture a augmenté de 3,5% sur les trois premiers mois de l'année en cours, précise l'Office national des statistiques. Par secteur d'activité, la valeur ajoutée du secteur agricole a enregistré une croissance de 4,8% contre 6,3% au 1^{er} trimestre 2015, un ralentissement qui s'explique essentiellement par les conditions pluviométriques défavorables. Quant à la croissance du secteur des hydrocarbures, elle a été positive en s'établissant à 3,2% en 2016 (contre -1,9% durant la même période de l'année précédente) grâce à la progression des activités de raffinage et de liquéfaction. Le PIB industriel a quelque peu marqué le pas avec une croissance de 5% entre les deux périodes de comparaison alors qu'il avait connu une hausse de 6,1% au 1^{er} trimestre 2015 en comparaison avec le même trimestre de 2014. La désagrégation de la valeur ajoutée de l'industrie par secteur d'activité confirme de nouveau la primauté des industries agroalimentaires qui ont



Ph. > D. R.

enregistré une croissance de 6,8% au 1^{er} trimestre 2015. Des améliorations du PIB industriel sont constatées notamment dans les filières chimie et plastique, textiles, cuirs, bois-liège-papier et les mines et carrières. Mais une décélération a été enregistrée dans les filières des industries métallurgiques et sidérurgiques, matériaux de construction et les industries

diverses. Quant au secteur du BTPH, il a enregistré une croissance de 4,3% contre 4,8% au même trimestre 2015. Les services marchands ont affiché une croissance de 4,2% contre 6,4% au 1^{er} trimestre 2015, avec un net ralentissement de l'activité «commerce» dont le taux de croissance a été de 3,9% alors qu'il était de près de 7% au 1^{er} trimestre 2015. Ce rétrécissement

constaté dans le commerce est à imputer essentiellement à la baisse des importations de marchandises, explique l'ONS. S'agissant des services non marchands (administrations publiques, services financiers, affaires immobilières...), leur PIB a connu une croissance de 2,5%. Pour rappel, la Loi de finances 2016 table sur une croissance du PIB de 4,6%. S.H.

Produits énergétiques dérivés

D'importants investissements pour mettre fin à l'importation

D'importants projets d'investissement seront concrétisés durant 2017 de sorte à permettre d'ici à 2019 de mettre fin à l'importation des produits énergétiques dérivés, a indiqué à Skikda le ministre de l'Energie, Noureddine Bouterfa. Au cours de sa visite d'inspection à la base pétrochimique de cette ville, le ministre a indiqué que ces investissements développeront et diversifieront les capacités de production des bases pétrochimiques et économiseront à l'Algérie la facture actuelle d'importation annuelle de 1,5 million tonnes de produits énergétiques

dérivés dont l'essence. Ces investissements porteront sur la réalisation de quatre raffineries à Skikda, Tiaret, Hassi Messaoud (Ouargla) et Arzew (Oran) totalisant une capacité annuelle de 5 millions tonnes de produits énergétiques dérivés outre la production de produits pétrochimiques dont le méthanol et le polymère, selon les explications faites au ministre. Outre la couverture des besoins du marché national et l'économie de deux milliards de dollars par an d'importation, ces investissements permettront aussi de se diriger vers l'exportation vers

2019-2020, est-il indiqué. Pour accompagner cette orientation stratégique, le ministre a insisté sur la requalification et la promotion des capacités du port pétrolier de Skikda et les structures de transport par canalisation. Dans la base pétrochimique de Skikda, M. Bouterfa a inspecté les structures de raffinage du pétrole et de liquéfaction de gaz ainsi que les installations de transport par canalisations avant de tenir une réunion à huis clos avec les cadres de cette base.

Amel B./APS

Sonelgaz

Nomination de nouveaux P-DG de cinq filiales du groupe

Le P-DG de Sonelgaz, Mustapha Guitouni a nommé de nouveaux P-DG de cinq sociétés filiales de ce groupe à savoir Kanaghaz, Sat-Info, Transmex, Elit et MPV, a indiqué un communiqué de Sonelgaz. Ainsi, Yazid Djellouli a été nommé à la tête de la Société de réalisation de canalisation (Kanaghaz), Chérif Othmane à la tête de la Société algérienne des techniques d'information (Sat-Info) et Abdelhamid Mazri désigné comme P-DG de la Société de transport et de manutention

exceptionnels des équipements (Transmex). De même, Abdallah Meddab et Fouad Guerfi ont été nommés PDG respectivement d'El Djazair information technology (Elit) et Maintenance prestations véhicules (MPV), a précisé le communiqué. La société Kanaghaz, créée en 1983 suite à la restructuration des entreprises publiques, a été rattachée en 2006 au groupe Sonelgaz en tant que filiale travaux gaz. Sa mission se focalise sur l'étude et la réalisation des canalisations de transport et

distribution de gaz et autres fluides. Elle intervient également dans la réalisation de travaux de montage d'installations industrielles. Cette filiale qui peut intervenir également dans les domaines des hydrocarbures, de l'hydraulique, de l'industrie et des télécommunications dispose d'une capacité de réalisation de 500 km de pipelines et plus de 700 km de réseaux distribution gaz par an. De son côté, Sat-Info, issue de la restructuration de Sonelgaz en 1998, a pour mission principale d'assurer la

conception et la réalisation de tous les travaux liés à l'édition, l'impression et la photographie ainsi que la fourniture de prestations de service en matière d'audiovisuel et de papeterie. Transmex, filiale de Sonelgaz créée en 1993, est, quant à elle, spécialisée dans les activités de transport et manutention exceptionnelles, le transport et manutention conventionnels ainsi que l'engineering du transport et de la manutention.

Z. Y.

Batna

6 500 nouvelles places pédagogiques

■ Plus de 6 500 nouvelles places pédagogiques seront réceptionnées à l'université de Batna dès la prochaine rentrée, a affirmé le chef de l'exécutif local.

PH. > D. R.



Ilham N./APS

Ces nouvelles places permettront, tout en renforçant les structures déjà existantes des universités Batna 1 et 2, d'améliorer les conditions pédagogiques des étudiants, notamment ceux des facultés de médecine, de technologie et de droit, a précisé Mohamed Salamani, en marge de la visite d'inspection de plusieurs projets au chef lieu de wilaya et dans la commune de Fesdis. Outre la réception de deux résidences de 1 000 lits chacune, au centre universitaire de Barika et au pôle universitaire de Fesdis, plus de 140 logements, dont 10 à Barika, seront attribués aux enseignants des universités Batna 1 et 2, a encore indiqué le wali. Il a, par ailleurs, insisté, lors de l'inspection des

travaux en cours, sur la nécessité de respecter les délais de livraison et de veiller à la qualité de leur parachèvement. Pour rappel, plus de 17 000 nouveaux bacheliers sont attendus à la rentrée universitaire 2016-2017, aux universités Batna 1 et 2 ce qui portera le nombre des étudiants à travers les facultés de la capitale des Aurès à 60 000, a-t-on noté. L'université Hadj Lakhdar de Batna a été scindée en 2016, en deux universités bien distinctes : l'université Batna 1, implantée au nord de la ville, regroupant toutes les filières littéraires, sciences humaines et sociales, et l'université Batna 2, sise au pôle universitaire de Fesdis dans la commune éponyme, dédiée aux filières scientifiques et techniques. L'annexe de Barika a été élevée en juin dernier au rang de centre universitaire, a, par ailleurs souligné, le rec-

teur de l'université Batna, le Dr Abdeslem Daif.

Lancement du service Wici d'Algérie Télécom

L'opérateur public Algérie Télécom (AT) a lancé début de cette semaine le service Wici (accès à internet haut débit à l'extérieur des bâtiments) à Batna, a indiqué le chef de la cellule communication à la délégation régionale d'AT, Hichem El-Ayadi. L'opération qui s'inscrit dans le cadre de la généralisation des services d'AT concernera, dans une première phase, certains espaces publics dont les allées Benboulaïd, a indiqué la même source. Le service est surtout destiné aux personnes en mobilité constante désireux d'accéder à l'internet haut débit à partir

Secteurs du tourisme et de l'industrie à Oran

Lancement à Oran d'une enquête sur le marché de l'emploi

Une enquête sur le marché de l'emploi de la wilaya d'Oran dans les secteurs du tourisme et l'industrie a été lancée par l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), a-t-on appris de sa direction régionale Ouest (DREM). Cette enquête projette d'étudier et d'analyser le marché de l'emploi dans deux secteurs clés (le tourisme et de l'industrie) ayant un grand impact sur l'économie nationale, avec la concertation des employeurs des deux créneaux. Des cadres de l'ANEM pilotent cette opération, a indiqué le directeur régional de l'ANEM, Abdelhamid Benachiba, lors d'une conférence de

presse. Le lancement officiel de cette enquête a été fait le 20 juillet dernier par le directeur central de l'information, études et documentation de l'ANEM, Mohamed Arrache. Cette initiative a pour objectif principal d'identifier les entreprises en pleine expansion dans les secteurs du tourisme et de l'industrie, pourvoyeuses d'emploi, pour cerner leurs besoins en matière de main d'œuvre. Il sera aussi question de connaître les difficultés qui entravent le processus de recrutement des demandeurs d'emploi dans les entreprises. Cette étude ambitionne de créer des ponts entre les secteurs de l'emploi,

de la formation professionnelle et de l'université, afin de satisfaire les besoins du marché de l'emploi. Ces passerelles aideront à adapter l'employabilité avec les besoins du marché de l'emploi, selon Abdelhamid Benachiba. Oran est devenue le point de mire pour le tourisme et l'industrie, surtout qu'elle devra accueillir d'importants événements et manifestations tels les Jeux méditerranéens en 2021, d'où l'importance d'avoir les structures d'accueil et le service nécessaire pour les réaliser, a-t-il expliqué.

Ali O./agences

El-Bayadh

Récolte de plus de 13 000 quintaux d'olives

Une récolte de 13 276 quintaux d'olives a été réalisée cette année à travers la wilaya d'El-Bayadh, a-t-on appris hier auprès de la direction locale des services agricoles (DSA).

La récolte a permis aussi la production de près de 160 000 litres d'huile d'olive, pour une quantité d'olives de 11 673 quintaux, a indiqué le responsable de la DSA, Hamoudi Benramdane. La filière oléicole a donné, ces dernières

années, des résultats «très encourageants», avec un rendement moyen de 30 quintaux à l'hectare, a-t-il précisé en signalant que sur les 5 000 hectares d'oliviers de la wilaya, 2 000 hectares sont entrés en phase de production. La filière suscite de plus en plus l'intérêt des agriculteurs dans cette wilaya, motivés par les résultats positifs enregistrés, le soutien que lui accordent les pouvoirs

publics, l'appui technique dont elle bénéficie de la part des services agricoles, en plus des conditions naturelles et climatiques de la région favorables au développement de cet arbre, résistant, de surcroît, aux facteurs de sécheresse, a expliqué M. Benramdane. La contrainte à laquelle se heurte, cependant, le développement de la filière oléicole est l'absence d'une huilerie dans la wilaya, obligeant les agricul-

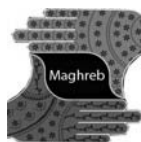
teurs à transporter leurs récoltes vers des wilayas limitrophes disposant de ce type d'installations, à l'instar de celles de Tiaret et Djelfa, a-t-il déploré. La question est actuellement examinée par les services de la DSA pour lui trouver une solution, à travers notamment l'encouragement et le soutien des investisseurs pour l'installation d'une huilerie dans la wilaya, a assuré le DSA d'El-Bayadh. F.T.

de leurs smartphones, tablettes et micro-portables, a souligné El Ayadi assurant que cette solution permet de couvrir de vastes zones urbaines. Pour bénéficier de ce service, le client doit, au début, s'inscrire auprès d'une des agences commerciales d'AT pour obtenir les identifiants de son compte qu'il pourra ensuite recharger par des cartes d'un jour, d'une semaine ou d'un mois.

I. N./APS

Examens de fin d'année à Béjaïa Plus de 250 lauréats récompensés

UNE GRANDE cérémonie de remise des prix aux lauréats des examens de fin d'année scolaire (5^e, BEM et Bac) et ceux qui se sont distingués lors des compétitions sportives nationales comme le judo, l'athlétisme, le karaté, etc... a été organisée hier à l'auditorium du campus Aboudaou à l'université de Béjaïa en présence du directeur de l'éducation, du wali et des familles des lauréats, des associations des parents d'élèves, autorités locales, élus, famille éducative, autres invités, etc. Ainsi, au moins 250 lauréats ont été gratifiés pour les efforts fournis durant l'année scolaire et leur succès aux examens avec beaucoup de pugnacité. Ainsi, on peut citer le désormais meilleur bachelier de la wilaya de Béjaïa, Yaici Lyès, du lycée Maâla de Sidi-Aïch qui a obtenu la meilleure note au niveau de la wilaya à l'examen du baccalauréat, soit 18,34/20, Azib Yasmine, du CEM Yahia Berkouk d'Aokas qui a obtenu la meilleure moyenne au BEM, soit 19,30/20 et aussi à Ouazar Asma, la seule à avoir décroché son examen de 5^e avec une moyenne complète de 10/10. Au total, ce sont 78 élèves du moyen, 76 de 5^e, et 30 bacheliers qui ont eu droit à des cadeaux pour leurs efforts aux examens de fin d'année, 02 handicapés, plusieurs sportifs et sportives, etc. Quant au classement des établissements scolaires, c'est le Lycée chouhada Mokrane du chef-lieu de Béjaïa qui s'est distingué en se classant à la première place avec un taux de 76,27% au secondaire et le CEM Tidjounane de Chemini qui a obtenu 100% de réussite au BEM. Quant aux écoles primaires, ce ne sont pas moins de dix écoles primaires qui ont obtenu un taux de réussite de 100%. La première place est revenue à l'école Tibane de Chemini. La direction de l'éducation a enregistré des taux de 77,22%, 67,90% et 51,03% aux examens de 5^e, BEM et au Baccalauréat. Elle est classée à la 4^e place au BEM et au Bac ainsi qu'à la 13^e place au primaire au niveau national. «Ce sont des résultats encourageants, mais on pourra mieux faire», dira le directeur de l'éducation. Et d'ajouter : «c'est ma première année à Béjaïa mais je ne ménagerai aucun effort à l'avenir pour perfectionner ces résultats en améliorant les conditions de travail des travailleurs de l'éducation en général et des enseignants voire les conditions de scolarité des élèves en particulier avec l'aide des partenaires sociaux», a souligné le nouveau directeur de l'éducation, Mourad Bouziane à l'ouverture de la cérémonie. Pour sa part, le wali fait savoir que le secteur sera renforcé par de nouvelles structures d'ici le début de l'année en cours. Hocine Cherfa



Maroc

Manifestation à Rabat contre une loi sur les retraites

■ Une majorité de députés (70 contre 35) a voté mercredi en faveur d'une série de projets de loi sur le régime des retraites prévoyant notamment un recul de l'âge de départ à la retraite de 60 à 63 ans à partir de 2017.

Ph. > D. R.



Yanis G.

Des milliers de personnes ont manifesté dimanche à Rabat (Maroc) contre une nouvelle loi sur le relèvement de l'âge légal du départ à la retraite pour les fonctionnaires, selon des médias.

Entamée à l'appel de la «Coordination nationale contre la réforme des retraites», qui rassemble des syndicats et des membres de la société civile, la manifestation a débuté dans le centre de la capitale avant de prendre la direction du Parlement.

Le Premier ministre Abdelilah Benkirane a reconnu les «difficiles» dispositions de la nouvelle loi qui, a-t-il dit, est dans l'intérêt des Marocains. Une majorité de

députés (70 contre 35) a voté mercredi en faveur d'une série de projets de lois sur le régime des retraites prévoyant notamment un recul de l'âge du départ à la retraite de 60 à 63 ans à partir de 2017.

La loi prévoit notamment l'augmentation de la participation des salariés du secteur public.

Début janvier, des syndicats s'étaient mobilisés contre ce projet de loi et accusé le gouvernement de «conspirer contre les acquis des Marocains» et «de fermer les yeux sur la corruption».

Yanis G.

Sahara occidental

Le Copesa appelle le président péruvien à rétablir les relations diplomatiques

L'analyste et président du Conseil péruvien de solidarité avec le peuple sahraoui (COPESA), Ricardo Sanchez Serra, a appelé le président élu Pedro Pablo Kuczynski à rétablir les relations diplomatiques avec la République arabe sahraouie démocratique (RASD). «Le Pérou avait des relations diplomatiques avec la RASD, en 1984, le président Fernando Belaunde a reconnu la RASD et établi des relations diplomatiques. Le premier ambassadeur sahraoui a présenté ses lettres de créance en 1986 au président Alan Garcia, il a été reçu par le chancelier ambassadeur Allan Wagner, qui sert actuellement en tant que directeur de l'Académie diplomatique», a rappelé le président du Copesa dans une interview publiée samedi sur le site de la Fédération des journalistes au Pérou. «Malheureusement, en 1976, le conseiller Vladimiro Montesino, maintenant prisonnier, a suspendu les relations diplomatiques succombant au lobby marocain, et nous ne savons pas combien a été payé sous la table», a-t-il expliqué, rappelant que «quand Montesinos a fui le Pérou et la justice, il voulait demander l'asile au Maroc, avant d'être attrapé». Actuellement, ajoute M. Sanchez, «la situation mérite une intervention plus active du Pérou dans les

instances internationales pour l'autodétermination des peuples et de renforcer la décolonisation des territoires, comme le Sahara occidental qui vit sous une invasion criminelle du règne féodal du Maroc». «Sur ce point j'espère que le Président Pedro Pablo Kuczynski avec la justice, de la noblesse et de neutralité rétablira des relations diplomatiques avec la République arabe sahraouie démocratique (RASD)», a-t-il ajouté, espérant aussi que «le nouveau ministre des Affaires étrangères Ricardo Luna sera sensible à la cause sahraouie». Qualifiant la nouvelle politique étrangère de son pays de très positif, M. Sanchez s'est dit qu'«il est nécessaire que notre politique étrangère défend les principes et privilégie le droit international, les valeurs et Realpolitik et mène une lutte pour la défense de l'environnement et contre la drogue, le terrorisme, le trafic et le désarmement». «Ce fut une injustice ce qui a été fait avec le peuple sahraoui, souffrant de plus de 40 ans vivant dans des camps de réfugiés et, encore une fois, j'espère que le nouveau président élu va rétablir les relations diplomatiques», a-t-il insisté, affirmant que «le Pérou a reconnu la RASD et le droit international ne peut retirer la reconnaissance, à moins que l'Etat disparaître ou d'annexer à un autre, qui

n'a pas eu lieu.» A propos de la demande du Maroc d'adhérer à l'Union africaine (UA), sous condition d'expulser la RASD de cette instance, le président de Copesa a indiqué que «le Maroc et sa propagande trop gonflé, dépense pour cela des millions pour leurs lobbies à l'étranger et comme je l'ai dit dans des interviews précédentes, Rabat a soudoyé beaucoup de gens avec des cadeaux, des voyages (...). «Dans les documents officiels marocains révélés par le hacker Chris Coleman, on observe que toutes les pourritures de la diplomatie marocaine sont impliqués dans des affaires des pots de vin avec des fonctionnaires de l'ONU, des journalistes et des intellectuels. Et le plus grave: le soutien au terrorisme en Libye, le Yémen et la Tunisie», a-t-il noté. «En outre, pour plus d'informations, le Maroc n'est pas un pays puissant, il est un pays pauvre qui vit en pillant des ressources naturelles sahraouies tels que les phosphates et les ressources halieutiques en plus des tomates». «Le Maroc est encore un protectorat français, d'où le soutien de Paris au Conseil de sécurité sur la question sahraouie», a-t-il souligné.

Faiza O./APS

Tunisie

Mohsen Marzouk appelle à l'union sacrée contre Ennahdha

Le coordinateur général du mouvement «Projet Tunisie», Mohsen Marzouk, a appelé tous les partis patriotes modernistes à s'unir avec «Machrou Tounès» au sein d'un large front démocratique, insistant sur la nécessité de ne pas laisser de côté les 70% de Tunisiens qui ont voté pour le projet patriote moderniste. Dans une déclaration à l'agence TAP en marge des travaux du congrès constitutif du mouvement «Projet Tunisie» tenu, dimanche à Hammamet, Marzouk a indiqué que la relation de «Machrou Tounès» avec les partis adverses est une relation de concurrence politique dans le respect de la loi et de la constitution. S'adressant au peuple tunisien, Marzouk s'est voulu rassurant en affirmant que l'équilibre politique n'a pas été rompu en Tunisie et que le projet patriote moderniste revient

en force. Il a ajouté que le «Projet Tunisie», a fait preuve de sa capacité à asseoir des élections démocratiques élargies. Il a réussi à réunir plusieurs membres de l'élite tunisienne et à faire de la réforme son projet. Marzouk a fait savoir qu'il va présenter sa candidature au poste de secrétaire général du parti. Concernant le gouvernement d'union nationale, il a estimé que l'important n'est pas de désigner un chef de gouvernement engagé dans un parti, mais une personnalité qui soit forte et indépendante dans ses décisions. Et d'ajouter, il est difficile de choisir un chef de gouvernement, membre d'un parti, surtout que le parti au pouvoir s'est affaibli et ne peut plus compter sur l'Assemblée des Représentants du Peuple pour redevenir le parti de la majorité. Les divergences au sein de ce parti ne lui per-

mettent plus de proposer un chef de gouvernement. Pour Marzouk, la question nécessite une position unifiée. Il s'est dit convaincu qu'Ennahdha ne proposera pas de nom, estimant que la tendance va vers l'alignement sur les séances de dialogue qui optent pour une personnalité indépendante. C'est l'unité nationale à laquelle a appelé le président de la République qui va trancher, non pas la création artificiellement de force au sein du parlement en ajoutant des députés, de n'importe quelle manière, a souligné Marzouk. A ceux qui veulent créer un équilibre avec le mouvement Ennahdha, il indique que cet équilibre ne se fera pas avec un ou deux députés de plus, mais en formant un front démocratique, non pas un pôle ou un pacte parlementaire élargi.

Kamel L./agences

Libye 41 corps de migrants récupérés sur une plage de Sabrata

LES CORPS de 41 migrants morts noyés en tentant de rejoindre l'Europe ont été retrouvés sur une plage de Sabrata, une ville côtière à l'ouest de la capitale libyenne Tripoli, a indiqué une source locale. «Un groupe de bénévoles a récupéré samedi les corps de 41 migrants qui se sont noyés avant d'échouer sur la plage» de Sabrata (70 km à l'ouest de Tripoli), a indiqué à l'AFP un responsable du bureau de presse du conseil local de la ville. Selon lui, l'équipe de bénévoles «a transféré les dépouilles au centre de médecine légale pour des prélèvements» d'ADN, avant qu'elles ne soient «enregistrées puis inhumées». «Nous pensons que ces personnes se sont noyées il y a cinq ou six jours», a estimé ce responsable cité par l'AFP.

En raison des conditions maritimes plus favorables, plusieurs milliers de migrants ont tenté depuis le printemps la traversée de la Méditerranée, au péril de leur vie. Le conseil local de Sabrata a récemment formé une équipe de bénévoles pour récupérer les cadavres de migrants qui échouent sur les plages et a demandé aux habitants de signaler la présence d'éventuels corps sur les côtes.

«Nous retrouvons d'habitude un ou deux corps mais 41 en un jour, c'est exceptionnel», a affirmé le même responsable. En l'absence de contrôle suffisant aux frontières maritimes de la Libye, pays en proie au chaos depuis la chute de l'ancien régime de Muammar El Gueddafi en 2011, les départs de migrants se sont multipliés ces dernières années depuis les côtes de ce pays.

R.M.



Afghanistan

Plus de 5 000 victimes en 6 mois, un record

■ L'ONU a comptabilisé un «nombre record» de morts et blessés en Afghanistan au premier semestre 2016, témoignant de la dégradation régulière de la sécurité dans ce pays, dont les enfants payent le prix fort.

Par Ali O.

Ce bilan, en hausse de 4% par rapport à la même période 2015, avec 1 601 morts et 3 565 blessés en six mois (5 166 victimes au total), est publié deux jours après un double attentat-suicide revendiqué par l'organisation État islamique (EI), qui a fait 80 morts et 231 blessés à Kaboul.

«Les gens sont tués pendant qu'ils prient, travaillent, étudient, en allant chercher de l'eau, en sortant de l'hôpital : chaque victime civile représente un échec et doit appeler chaque partie au conflit à réagir», a plaidé le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU à Kaboul, Tadamichi Yamamoto, en présentant le rapport hier.

Les chiffres retenus, sans doute «conservatoires» et «sous-estimés», insiste l'ONU, sont les plus élevés depuis que la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (Unama) a commencé son comptage en 2009 : ils portent le bilan total des pertes civiles sur la période 1^{er} janvier 2009-30 juin 2016 à 63 934 victimes : près de 23 000 morts et 41 000 blessés.

L'Unama accuse les forces

insurgées, principalement les talibans et l'EI, d'être responsables de la grande majorité (60%) de ces victimes. Mais elle note que celles causées par les forces gouvernementales sont en hausse de «47% par rapport à l'an dernier», et représentent 23% du total.

En 2015, l'ONU avait compté 11 000 victimes civiles.

Chez les enfants, dont 388 ont été tués et 1 121 blessés sur les six derniers mois, les explosifs abandonnés – mines et autres «objets explosifs improvisés» (IED) – sont responsables à 85% des dégâts subis.

Mais les attaques-suicides comme celles de samedi sont responsables de 20% des victimes au total contre 17% pour les IED et 38% pour les combats au sol.

Pour dresser cette comptabilité macabre, l'ONU enregistre également les témoignages des victimes et de leurs proches. Aussi rappelle-t-elle qu'au-delà de la statistique, les effets du conflit ont un impact profond sur la société afghane et les destins personnels.

«La famille qui perd son soutien et retire les enfants de l'école ; le chauffeur amputé privé de son gagne-pain ; le père parti faire des

courses au bazar qui retrouve les siens morts, à la maison ; les bras ou jambes cassés mal soignés parce que la famille n'en a pas les moyens et qui empêcheront à jamais de travailler ; les parents qui ramassent les restes de leur enfant dans un sac en plastique... au cours des six derniers mois, nous avons collecté 5 166 récits de cette sorte», autant de destins brisés, insiste le haut-commissaire aux droits de l'Homme de l'ONU, Zeid Ra'ad Al Hussein, cité dans la présentation du rapport.

«Les abus présentés ici dans leur nudité déclenchent en réalité une série de désastres humains qui dépassent l'Afghanistan, jusqu'en Méditerranée et au-delà puisque tellement d'Afghans vont tenter de chercher asile hors de chez eux, prenant pour ce faire d'énormes risques», rappelle-t-il.

Les Afghans représentent la deuxième population de réfugiés au monde (après les Syriens) avec 2,4 millions de réfugiés dispersés dans les pays voisins, Pakistan et Iran en tête, selon le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) – et moins de 200 000 en Europe. Plus de 1,2 million sont déplacés à l'intérieur



Ph. > D. R.

de leur pays, dont 380 000 l'ont été ces derniers mois pour fuir les combats entre les forces gouvernementales et les insurgés.

La sécurité s'est constamment dégradée dans le pays depuis le départ de la majorité des forces de la coalition occidentale fin 2014, malgré la présence de près de 12 000 militaires dont 9 800 Américains, qui ont continué, sous la bannière de l'Otan, d'assurer

soutien et formation aux forces afghanes.

Les États-Unis ont annoncé au début de l'été qu'ils maintiendraient, jusqu'au début 2017 et la fin du mandat Obama, 8 400 militaires en Afghanistan au lieu des 5 500 initialement prévus et ont renforcé leur rôle auprès des forces locales.

A. O.



Points chauds

Avance

Par Fouzia Mahmoudi

Ces derniers jours se tenaient les conventions des deux grands partis américains, républicain et démocrate, dont le but est de désigner le candidat officiel qui représentera chacun des deux camps à la présidentielle de novembre prochain. Une élection cruciale qui, peut-être plus que jamais, passionne le public alors qu'un total novice pourrait accéder à la Maison-Blanche. Mais au-delà de sa complète inexpérience dans le domaine politique ce qui inquiète les détracteurs de Donald Trump, le candidat républicain, c'est son extrémisme affiché sur bien des sujets ainsi que l'imprévisibilité et l'impulsivité de son caractère. Mais cela ne semble pas inquiéter ses partisans américains qui réclament de plus en plus un changement radical dans la façon de faire de la politique aux États-Unis et qui sont aujourd'hui persuadés qu'une élection de Trump pourrait aider à accomplir cela. En effet, le candidat conservateur à l'investiture suprême a rattrapé voire légèrement dépassé sa rivale démocrate dans deux sondages parus aujourd'hui et réalisés à la suite de son investiture officielle par le Parti républicain, la semaine dernière. Ce type de rebond est attendu pour un candidat à l'élection présidentielle qui a été le centre de l'attention médiatique pendant une semaine, mais notable dans le cas de Donald Trump, dont la convention a été perturbée par des incidents et des polémiques, notamment le plagiat relevé dans un discours de son épouse et le camouflet infligé par son rival Ted Cruz. Il recueille 48% des intentions de vote des électeurs inscrits sur les listes électorales contre 45% pour Hillary Clinton, selon une enquête CNN avec 3,5 points de marge d'erreur. Les sondés ont été interrogés de vendredi à dimanche. Lorsque le sondeur inclut d'autres candidats, Donald Trump est à 44% contre 39% pour Hillary Clinton, suivis du candidat libertarien Gary Johnson (9%) et de la candidate verte Jill Stein (3%). Jusqu'à présent, la très grande majorité des sondages plaçaient Hillary Clinton en tête de plusieurs points. Un léger rebond est aussi constaté dans l'enquête publiée par la chaîne CBS, qui accorde 42% des intentions de vote à Donald Trump et Hillary Clinton (4 points de marge d'erreur). Les deux restent à égalité quand Gary Johnson et Jill Stein sont inclus. L'autre leçon de cette étude est que les républicains sont beaucoup plus nombreux à estimer que leur parti est uni (44%), alors qu'une semaine auparavant, seuls 16% se rangeaient à cet avis. De ce point de vue, la semaine de Donald Trump à Cleveland a été fructueuse. Reste à savoir si lui et son équipe sauront capitaliser ce léger avantage, et le prolonger tout au long de la campagne jusqu'au jour de l'élection, surtout que Clinton, qui a derrière elle la Maison-Blanche et de puissants lobbies, fera tout son possible pour inverser cette tendance et reprendre le dessus pour s'assurer une victoire en novembre prochain.

F. M.

Attentat à la bombe en Allemagne

L'auteur, un réfugié syrien, tué dans l'explosion

Un réfugié syrien de 27 ans souffrant de troubles psychiatriques a péri dimanche soir dans l'explosion qu'il a provoquée près d'un festival de musique dans le sud de l'Allemagne, qui a connu une semaine noire endeuillée par plusieurs attaques meurtrières.

«Il s'agit malheureusement d'un nouvel attentat terrible, qui a coup sûr accroît l'inquiétude des gens», a déclaré à la presse le ministre de l'Intérieur de Bavière, Joachim Herrmann, venu sur les lieux de l'explosion, dans la ville d'Ansbach (sud). Le demandeur d'asile est mort dans l'explosion de sa bombe, qui a blessé 12 personnes, dont trois grièvement. Le ministre a expliqué que les autorités cherchaient à vérifier s'il s'agit d'un attentat islamiste. «On ne peut pas exclure que ce soit le cas», a-t-il dit. Le fait qu'il ait voulu attenter à la vie d'autrui plaide en faveur de cette hypothèse, a-t-il ajouté.

Le directeur adjoint de la police d'Ansbach, Roman Fertinger, a parlé d'«indices» selon lesquels des pièces de métal ont été ajoutées à l'engin explosif.

L'auteur de l'attentat, dont la demande d'asile avait été rejetée il y a un an, avait l'intention d'«empêcher» la tenue du festival de musique pop en plein air auquel participaient plus de 2 500 personnes dans la ville, selon M. Herrmann.

Il a essayé d'entrer dans l'enceinte du festival mais a dû faire demi-tour dans la soirée faute de

ticket d'entrée. La bombe a explosé peu après vers 22h00 (20h00 GMT) devant un restaurant du centre-ville, à proximité immédiate du festival. Le Syrien, qui résidait à Ansbach, avait tenté par deux fois dans le passé de mettre fin à ses jours et séjourné dans une clinique psychiatrique, selon le ministre, qui a précisé ne pas savoir si l'homme avait eu des intentions suicidaires. Il était également déjà connu des services de police, notamment pour un délit lié à la drogue, a indiqué à l'agence de presse DPA M. Herrmann.

Cet attentat survient à un moment où le pays est sous haute tension après une série de tragédies, dont celle de Munich (sud) qui a fait neuf morts et 11 blessés vendredi soir. Il touche l'Allemagne, qui comme le reste de l'Europe, connaît actuellement un contexte d'attentats jihadistes ou de craintes d'attentats. L'Europe a été frappée à plusieurs reprises cette année (à Nice, en France, le 14 juillet, à Bruxelles le 22 mars) par des attaques meurtrières revendiquées par le groupe État islamique.

C'est aussi la troisième fois en une semaine que l'État régional de Bavière est frappé par un drame.

Vendredi soir, un jeune de 18 ans souffrant de troubles psychiatriques, obsédé par les tueries de masse mais a priori sans lien avec le jihadisme, avait tué neuf personnes à Munich et en avait blessé grièvement 11 autres lors d'une fusillade. Le 18 juillet, un deman-

deur d'asile se disant de nationalité afghane avait déjà blessé à la hache cinq personnes dans un train à Wurtzbourg, lors d'une attaque revendiquée par le groupe jihadiste État islamique (EI).

Enfin, non loin de la Bavière, un demandeur d'asile syrien de 21 ans a tué dimanche à la machette une femme avec qui il venait de se disputer et a blessé trois autres personnes, dans une crise de rage a priori passionnelle, à Reutlingen, localité de 100 000 habitants proche de Stuttgart (sud-ouest).

Même si le gouvernement insiste pour éviter tout amalgame, cette accumulation est de nature à redonner de l'ardeur aux opposants à la politique d'ouverture généreuse de la chancelière Angela Merkel à l'égard des réfugiés en 2015. M. Herrmann, s'est dit inquiet que «le droit d'asile soit discrédité» par les événements d'Ansbach. «Nous n'avons pas été capables d'enregistrer et de contrôler tous les migrants qui ont franchi la frontière allemande», a déclaré à la BBC Stephan Mayer, responsable de la politique intérieure au parti conservateur bavarois CSU.

La Bavière, où se sont déroulés les tragédies de Wurtzbourg et Ansbach, est à la fois la porte d'entrée en Allemagne des migrants et une région dirigée par la CSU, farouche détracteur de l'ouverture aux réfugiés. Ce dernier a réclamé à nouveau la semaine dernière un plafonnement de leur nombre en Allemagne.



Théâtre de Verdure Laadi-Flici

Les Algérois découvrent la voix de Rokia Traoré

■ La troisième soirée de l'évènement «Voix de femmes» était une occasion pour découvrir la belle voix et les beaux poèmes de la chanteuse malienne Rokia Traoré. Cette artiste a gratifié l'assistance du théâtre de Verdure Laadi-Flici avec une prestation musicale de haute facture.

Par Abila Selles

La chanteuse malienne Rokia Traoré a gratifié le public algérois avec un spectacle de haute facture. Le public n'a pas regretté d'assister à cette soirée pour écouter en live la voix de cette artiste qui s'est fait un grand nom sur la scène internationale. Le spectacle était une vraie immersion dans un univers musical alliant le folk, le blues du Ténére et le jazz repensés dans une conception rythmique et mélodique sahélienne. Organisé par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc) dimanche soir au théâtre de Verdure Laadi-Flici, ce spectacle est le troisième et dernier du cycle musicale «Voix de femmes» ouvert vendredi et qui a déjà vu se produire la chanteuse marocaine Hindi Zahra et la chanteuse folk algérienne Souad Massi.

Accompagnée sur scène du joueur de n'goni malien Mamah Diabaté, un compagnon de scène de la première heure, Rokia Traoré a fait voyager son public entre les univers de la



musique mandingue et la tradition malienne et celui de l'énergie et de l'harmonie instrumentale occidentale tout en laissant sa voix puissante transgresser les deux écoles.

Avec beaucoup d'énergie dans la mélodie et d'humanité

dans le texte, Rokia Traoré a réussi à accrocher les centaines de spectateurs présents par des titres comme «Beautiful Africa», «Dounia» ou encore «Ka Moun Ké» un savant mélange de ska et de funk porté par un équilibre entre guitares et notes de n'goni

. Les textes de Rokia Traoré, qu'elle écrit elle-même, sont chargés de douleurs d'amour, d'espoir et de joies, chantant, en bambara, en anglais et en français, le déracinement, l'exil et le refus de la résignation des réfugiés du monde entier et particu-

lièrement au Mali. D'ailleurs, c'est une artiste connue par ses activités humanitaires et cela se traduit aussi dans ces textes et les poèmes qu'elle chante. Pour elle, il s'agit d'un principe de vie, d'un choix humanitaire et d'une mission dont chaque personne doit prendre en charge.

Née Bamako en 1974, Rokia Traoré a fait ses débuts sur la scène européenne en 1997 et sort son premier album «Mouneïssa» qui sera suivi de cinq autres opus dont le dernier «Né So» a été commercialisé en 2015.

Engagée pour la condition des femmes et les réfugiés elle chante souvent en duo avec de grands noms de la scène internationale et prête sa voix à des collectifs d'artistes.

En mars dernier la chanteuse a été nommée ambassadrice régionale de bonne volonté du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Inauguré vendredi par un concert de la Marocaine Hindi Zahra, le cycle «Voix de femmes» a pris fin dimanche soir.

A.S.

En clôture de la compétition des courts-métrages (FIOFA)

Projection de deux films décrivant la douleur du peuple syrien

Deux films décrivant la douleur du peuple syrien ont été projetés dimanche à la cinémathèque d'Oran en clôture de la compétition des courts-métrages au programme de la neuvième édition du Festival international d'Oran du film arabe (FIOFA).

Deux films muets crient la douleur de tout un peuple plongé dans le chaos de la guerre depuis quelques années. Le film «Calendrier», de la jeune réalisatrice Nadine Tahsine Bek, exprime l'horreur en temps de guerre mettant en scène un clown qui s'entête à poursuivre ses spectacles et activités ludiques, tout en comptant les coups de mortier qui s'abattent dans son entourage.

Ces tirs au mortier faisant partie du quotidien ne captent que quelques secondes l'attention des personnages du film qui reprennent aussitôt leurs besognes comme si de rien n'était. Le clown, en pleine performance,

ne s'arrête pas de sourire même quand la poussière d'une explosion, pas très loin de lui, couvre ses ballons. Le film résonne comme un appel à la résistance, à la vie malgré la mort, à la joie malgré la douleur...

A travers ce personnage, son insouciance, son envie de vivre et de répandre le sourire et la joie autour de lui, Nadine Tahsine Bek, semble dire «on est fort».

Ce court-métrage de 15 minutes, sans le moindre dialogue, véhicule un message très fort. Un cri de détresse d'un peuple qui s'accroche aux petites douceurs de la vie, malgré l'horreur de la guerre.

Le film «Tassakot» (Chute) du réalisateur Ali Al Okbani véhicule le même message, mais d'une manière plus subtile, plus allégorique, traitant de l'état d'âme d'une femme qui évolue dans un même décor. Cette femme, fraîche et radieuse au début du film

de neuf minutes, s'éteint peu à peu, plan après plan, pour finir terne et vieille. «Tassakot» exprime l'attente, a expliqué le réalisateur en marge de la projection de son film, ajoutant que «cette femme représente la Syrie qui attend de voir le bout du tunnel. En attendant, elle pleure, se met en colère, se tord de douleur, s'éteint chaque jour un peu plus». «Il s'agit d'un cinéma d'urgence qui tente d'exprimer toutes ces horreurs qu'on vit au quotidien, de mettre des mots sur tout ce qu'on peut ressentir», a-t-il souligné.

Quatre autres films ont été projetés lors de cette deuxième et dernière séance de la compétition des courts-métrages, à savoir «Cart» du réalisateur saoudien Mohammad Salmane, «Ave Maria» du Palestinien Bassil Khalil, «Juin» de l'Irakien Ali El Aljabri et «Le marchand du temps» de la réalisatrice omanaise Rokia Wadhani. F. H.

Festival national du théâtre scolaire

Mostaganem accueille la manifestation

La 23^e édition du festival national du théâtre scolaire s'est ouverte dimanche à la maison de la culture Ould Abderrahmane-Kaki à Mostaganem, avec la participation de 31 troupes totalisant 600 élèves des trois cycles.

La cérémonie d'ouverture, à laquelle a assisté un grand nombre d'élèves et leurs parents, a été marquée par un défilé des troupes participantes à ce rendez-vous culturel, organisé sous le slogan «Eduquer un enfant c'est construire un pays», en plus d'une exposition de différents travaux d'élèves et la pré-

sentation d'une opérette sur l'enfance par la troupe «Mustapaha Kateb» de Stidia (Mostaganem).

Les troupes participantes de 28 wilayas du pays se disputent les trois premiers prix tous

paliers confondus. Les performances des élèves seront évaluées par un jury présidé par l'inspecteur de l'éducation, Bouchahma Bendehiba et composé du metteur en scène

Bouhmam Abdelwahab de Guelma et l'inspecteur d'éducation, Kasdali Slimane de Mostaganem. Cet événement culturel, organisé par la direction de l'éducation, qui s'étale jusqu'à jeudi, vise à encourager et perfectionner les talents, selon les organisateurs.

En outre, ce festival, devenu une tradition annuelle, contribue à la promotion du théâtre scolaire et à la découverte d'artistes talentueux en herbe pour les prendre en charge, afin de constituer l'avenir du quatrième Art en Algérie, a-t-on souligné.

L.B.

Décès

L'écrivain français Jean Ricardou n'est plus

L'ÉCRIVAIN français Jean Ricardou, théoricien du Nouveau Roman, est décédé samedi à Cannes (sud-est de la France) à l'âge de 84 ans, a annoncé lundi l'un de ses éditeurs.

«Jean Ricardou est décédé à Cannes où il était en villégiature», a indiqué Marc Avelot, directeur associé de la maison d'édition «Les impressions nouvelles», cité par l'AFP.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Opéra d'Alger
Jusqu'au 9 août :

La troupe Beyond Bollywood animera la première soirée avec un spectacle qu'Alger sera la deuxième ville à découvrir, après Londres.

Terrasse du Sofitel Algiers
Hamma Garden

Jusqu'au 29 juillet :
Soirées musicales dans le cadre de Duck It Summer 2016

Esplanade de Riad El Feth
Du 30 juillet au 4 août
La manifestation cinématographique «Ciné plage».

Maison de la culture Ould-Abderrahmane-Kaki de Mostaganem

Jusqu'à la fin du mois de juillet :

Exposition de peinture «25e anniversaire du décès de Mohammed Khadda».

Cirque national d'Algérie
Cirque Amar (Chapiteau à Place Ardis, Pins Maritimes)

Jusqu'au 30 juillet :
Spectacles du cirque Il Florelegio.

Musée d'art moderne et contemporain d'Alger (Rue Larbi-Ben-M'hidi, Alger)
Jusqu'à la fin du mois de juillet :

Exposition «Genèse II, une collection qui s'agrandit» avec des œuvres de Issiakhem, Khadda, Chegrane, Mokrani, etc.

Ville de Tizi Ouzou, commune de Souamaâ
jusqu'au 31 juillet :
Festival itinérant Raconte-Arts.

Ishak Belfodil

«J'ai très envie de rejouer en Europe»

■ L'attaquant international algérien de Baniyas SC (Div. 1 émiratie de football), Ishak Belfodil, a indiqué dimanche qu'il avait envie de rejouer en Europe et mettre fin à son aventure avec cette formation du Golfe.

Par Racim N.

«**D**ès que j'ai signé aux Emirats, dans ma tête, je m'étais dit que je ne m'y éterniserai pas. C'est d'ailleurs pour ça que je ne me suis engagé que pour deux ans. Là, le club me laisse la possibilité de résilier mon contrat. J'ai très envie de rentrer en Europe, dans un grand championnat. Je suis prêt à de gros sacrifices», a indiqué Belfodil dans un entretien accordé au quotidien sportif *L'Equipe*. Belfodil (24 ans), auteur de 11 buts avec Baniyas, a rejoint les Emirats l'été dernier en provenance de Parme (Italie).

«Je suis quelqu'un qui assume ses choix, personne ne m'a mis le couteau sous la gorge pour signer à Baniyas. Quand j'ai quitté Parme, ils m'ont fait une offre difficile à refuser. Aujourd'hui, je me rends bien compte que l'argent ne me rend pas heureux. J'aime le football plus que l'argent. Je n'ai que 24 ans, je ne veux pas qu'on m'ou-

blie», a-t-il ajouté. Interrogé sur la trajectoire de sa carrière, après avoir notamment évolué au sein de clubs huppés comme l'Inter Milan et l'Olympique Lyon, Belfodil a reconnu qu'il avait «manqué de patience». «J'ai manqué de patience. A Lyon, j'étais jeune, j'avais envie de jouer et je suis parti vite. A l'Inter, même chose. J'avais signé pour cinq ans et au bout de six mois, c'est moi qui ai demandé à partir. On ne peut même pas parler d'un échec. Aujourd'hui, je réfléchis autrement. Je n'ai plus la même mentalité». Concernant son avenir, l'attaquant algérien dit avoir reçu «des offres de clubs grecs qui jouent la Ligue Europa. Mais je suis plutôt dans l'idée de revenir dans un grand championnat. A part l'Italie où j'ai fait le tour, je suis ouvert à tout». R. S.



Ph. > D. R.

Comité olympique et sportif algérien

Activités et perspectives au cœur d'une rencontre avec Ould Ali

Le programme d'activités du Comité olympique et sportif algérien (COA), ses perspectives et la participation de la délégation algérienne aux jeux Olympiques JO-2016 de Rio (5-21 août), ont été au cœur d'une rencontre entre les représentants du COA et le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, indique dimanche le ministère (MJS). Cette rencontre a vu la présence également de membres du Comité de prépara-

tion olympique (CPO). Le ministre a tenu, au début des travaux, à exprimer sa satisfaction quant au «travail et au professionnalisme» du COA qui, en étroite concertation avec le MJS a pu «mener à bien notamment la candidature de la ville d'Oran aux jeux méditerranéens de 2021, les jeux africains 2015 de Brazzaville et diverses autres opérations d'envergure nationale et internationale», précise un communiqué du MJS. Le premier respon-

sable du département ministériel a mis en exergue «le processus préparatoire des JO-2016 de Rio malgré les contraintes minimales, sans impact réel, notamment sur les sportifs qualifiés». M. Ould Ali a appelé à cette occasion à un meilleur accompagnement psychologique des athlètes dans un futur proche, tout en se félicitant des derniers résultats sportifs, «de leur amélioration à la hauteur des efforts consentis tant par les pouvoirs publics que par les ath-

lètes eux-mêmes». Le ministre a reçu un exposé du président du COA, Mustapha Berraf, ainsi que celui du CPO, Amar Brahmia, sur les derniers développements à quelques jours du départ de la délégation algérienne à Rio de Janeiro, conclut la même source. Cette réunion intervient en conclusion du cycle des rencontres de concertation du ministre avec les Fédérations nationales. R. C.

Mondiaux-2016 d'athlétisme (juniors)

Ahmed Saïdia 12^e en finale du 3000m steeple

L'Algérien Ahmed Saïdia Kenzi a pris la 12^e place en finale du 3000m steeple des Mondiaux-2016 d'athlétisme (juniors), remportée par le Kényan Amos Kirui, dimanche à Bydgoszcz (Pologne).

Cette finale à laquelle ont pris part 16 athlètes a été parcourue sur un rythme très élevé imprimé par les athlètes kényans, érythréens et éthiopiens classés aux places d'honneur.

Le Kényan Kirui (8:20.43) a devancé sur la ligne d'arrivée l'Erythréen Yemane Haileselassie (8:22.47), alors que l'Ethiopien

Getnet Wale a arraché la médaille de bronze sur le fil (8:22.83), en dépit d'une chute dans le dernier tour. Lors de cette finale, l'athlète algérien (19 ans) a amélioré sa performance personnelle en 8.44.53, après avoir réalisé un chrono de 8:53.98 lors des éliminatoires courues jeudi en se classant 9^e dans une 2^e série dominée par le Kényan Vincent Kipyegon Ruto (8:37.20).

Lors de ce Mondial juvénile qui prend fin ce dimanche, c'est Mohamed-Yasser Triki qui a réalisé la meilleure performance algérienne en prenant la 4^e place de la finale du saut en

longeur grâce à un bond de 7,81 m (record d'Algérie), et également la 14^e performance de l'année. Il a nettement amélioré sa marque des demi-finales qui était de 7,54m réalisée lors du 3^e essai.

L'Algérie a participé à ces Mondiaux (19-24 juillet) avec huit athlètes : Abderezak Khelili et Abdallah Khelidj (1500m), Kenzi Saïdia (3000m steeple), Mohamed Yasser Triki (longueur), Amine Bouanani (110m haies), Billal Djaafri (10 000m marche), Toufik Bouziane et Ali Djoudar (10 000m).

R. S.

Football/Transfert

Bentaleb pourrait être prêté au Benfica

LE MILIEU international algérien de Tottenham (Premier league anglaise de football), Nabil Bentaleb, qui n'entre plus dans les plans de l'entraîneur argentin Mauricio Pochettino, pourrait être prêté au Benfica, champion du Portugal, rapporte dimanche le quotidien sportif lusitanien *Record*.

Bentaleb (21 ans) n'a pas été retenu pour le tournoi «International Champions Cup» qui se déroule actuellement à Melbourne en Australie, ce qui constitue un signal fort sur l'intention des Spurs à se passer de ses services en vue de la saison prochaine.

Sous contrat avec le club londonien jusqu'en 2020, la direction de Tottenham envisage l'option de prêt au Benfica qui serait intéressé par le profil du joueur algérien, selon *Record*.

Titulaire indiscutable à son arrivée chez les Spurs sous la houlette de l'ancien entraîneur Tim Sherwood, Bentaleb a fini par perdre ce statut après des blessures à répétition, dont la dernière l'a obligé à subir une opération au genou. R. S.

Eliminatoires CAN-2017 (U-17) /préparation

23 Algériens retenus pour les deux tests face à la Tunisie

LE SÉLECTIONNEUR de l'équipe nationale de football des moins de 17 ans (U-17), Saber Bensmaïn, a retenu 23 joueurs en vue des deux matchs amicaux face à la Tunisie, les 26 et 29 juillet à Tunis, rapporte dimanche la Fédération algérienne (FAF) sur son site. Ces deux tests entrent dans le cadre de la préparation des Verts en vue de la double confrontation face au Gabon (aller le 6 août à Alger et retour le 21 août à Libreville) comptant pour le 2^e tour des éliminatoires de la CAN-2017 prévue à Madagascar. «Ces deux rencontres nous permettront d'améliorer plusieurs aspects de notre jeu», a affirmé le coach national dans un entretien accordé au site de la FAF. Les jeunes Algériens se sont qualifiés pour ce 2^e tour aux dépens de la Libye après le succès 2-1 au stade Omar-Hamadi d'Alger (aller : défaite 2-3). Les deux rencontres ont eu lieu à Alger en raison de la situation sécuritaire qui prévaut en Libye. «Les erreurs commises sur le plan défensif

face à la Libye ne se reproduiront pas face au Gabon et offensivement on va essayer de rester sur la dynamique des matchs face à la Libye où on a marqué quatre buts. Il y a plutôt un problème de concentration et de réussite», a-t-il analysé. Et d'enchaîner : «Nous avons un bon groupe en progression constante, un groupe capable d'aller loin. Nous avons les moyens d'affronter les meilleurs pour peu que les joueurs restent concentrés pour éviter les erreurs commises face aux Libyens. Je ne me focalise pas trop sur les équipes adverses, je préfère me concentrer sur mon équipe. Si les joueurs sont concentrés et bien en place, ils peuvent faire quelque chose», a-t-il conclu.

Liste des 23 joueurs convoqués :

Gardiens de but : Karam Hamdad (JS Kabylie), Issam Tabarout (CR Belouizdad),

Tahar Chahine Mazouz (ASM Oran)
Défenseurs : Aïssa Boudechicha (CA Bordj Bou Arréridj), M'hammed Latafi (ASO Chlef), Mohamed Amine Tougaï (NA Hussein Dey), Aymen Mohamed Belaribi (ASM Oran), Oussama Draou (ASM Oran), Abdelkader Alaeddine Belharrane (ASM Oran), Ahmed Mohamed Abdallah Kerroum (ASM Oran), Hocine Amine Sanoun (Paradou AC)
Milieux de terrain : Meziane Aït Ziane (USM Blida), Mohamed Kessour (USM Bel-Abbès), Nabil Ouamara (ASM Oran), Hocine Dehiri (Paradou AC), Abderrahmane Berkoun (Paradou AC), Adem Zorgane (Paradou AC)
Attaquants : Abdelkarim Louanchi (MC Alger), Abderrahim Hachemi (JSM Béjaïa), Mehdi Idir (JSM Béjaïa), Hichem Chennoufi (ASM Oran), Merouane Zerrouki (Paradou AC), Zerroug Boucif (Paradou AC).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Fellaoucene/Tlemcen

Six morts dans un accident de la circulation

SIX MEMBRES d'une même famille sont décédés dans un accident de la circulation survenu dimanche dans la commune de Fellaoucene (Tlemcen), a-t-on appris lundi de la cellule de communication de la direction de la Protection civile de la wilaya. L'accident s'est produit sur la route nationale 35, près du village El H'mera, suite au dérapage d'un véhicule léger et sa chute dans un profond ravin,

selon la même source. Cinq personnes ont trouvé la mort sur le coup. La sixième a été transférée par la Protection civile aux urgences de l'hôpital de Maghnia où elle a succombé à ses blessures. Les victimes de l'accident sont âgées entre 6 et 66 ans, a-t-on indiqué. Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les causes exactes de cet accident. T. D.

La victime a été repêchée à la plage «Assoumath» de Toudja

9^e noyade à Béjaïa

LES SECOURS de la Protection civile de la wilaya de Béjaïa ont repêché avant-hier, peu avant midi, le corps de la 9^e victime, disparue le 15 juillet 2016 à la plage dite «Assoumath» dans la commune de Toudja sur la côte Ouest de Béjaïa. «La victime a été repêchée à environ 300 mètres du lieu de sa disparition et dans une zone rocheuse non surveillée, soit près de la plage de Tighremt, commune de Toudja et daïra d'El-Kseur», précise le communiqué de la Protection civile. La victime est âgée de 30 ans, de Takliat (lheddaden), commune de Béjaïa, répondant aux initiales M. Samir. Son corps a été évacué vers la morgue du CHU de Béjaïa et cela grâce aux recherches qui n'ont pas cessé depuis sa disparition.

«La Protection civile a déployé d'importants moyens matériels et humains pour la recherche du corps dans des eaux en furie ce jour-là». «Les secours mobilisés étaient composés d'une ambulance, d'un VL de commandement et d'une embarcation légère de type Zodiac», souligne-t-on dans le même document. Les opérations de recherches avaient été conduites par l'officier chef de plongée, son adjoint, 06 plongeurs autonomes, 4 maîtres-nageurs sauveteurs et 4 agents. «A titre de rappel, le nombre de noyés dénombré depuis l'entame de la saison estivale soit du 1^{er} juin au 24 juillet s'élève à neuf victimes, toutes de sexe masculin, âgé de 18 à 50 ans», ajoute-on dans le document. H.C.

El-Kseur

Un gang spécialisé dans le vol démantelé

«LES ÉLÉMENTS de la police judiciaire de la sûreté de daïra d'El-Kseur ont démantelé le gang qui a dérobé l'unité locale de production d'alcool située dans la zone d'activité de la localité ces derniers jours. Ce dernier est composé de six éléments âgés entre 26 et 37 ans

natifs d'El-Kseur dont deux individus ayant des antécédents judiciaires. Il a ciblé l'entrepôt de stockage de bière et dérobé 15 912 bouteilles d'alcool qui ont été récupérées par la suite par les enquêteurs qui les ont restituées au gérant de l'unité répondant à A.M. âgé de 62 ans et résidant à Ain Bénian dans la capitale. Les mis en cause ont été déferés devant le tribunal d'Amizour et placés sous mandat de dépôt. H.C.

Tlemcen et Mostaganem Saisie de 342 kg de kif traité

UNE QUANTITÉ de 342 kilogrammes de kif traité a été saisie dimanche à Tlemcen et Mostaganem par des éléments de la Gendarmerie nationale et des gardes-frontières, indique lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des éléments de la Gendarmerie nationale et des gardes-frontières ont saisi le 24 juillet 2016, à Tlemcen 322 kilogrammes de kif traité, tandis qu'une autre quantité de 20 kilogrammes a été saisie à Mostaganem», précise le MDN. K. L.

Attentat en Allemagne Explosion près d'un festival de musique



Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

Coup d'envoi du festival «Raconte-arts» à Souamaa

■ Depuis dimanche après-midi la localité de Souamaa (50 km à l'Est de Tizi Ouzou) vit au rythme du festival «Raconte-arts» dans sa 13^e édition.

Par Hamid Messir/N. S.

Le coup d'envoi a été donné au niveau de la placette de Souamaa en présence d'une foule nombreuse parmi les habitants de la région et des invités venus des différentes régions du pays et de l'étranger. Au programme de ces journées du festival «Raconte-arts» (24 au 31 juillet) les organisateurs ont prévu des expositions en arts plastiques et photo, des rencontres et discussions, un carnaval ayradien, des spectacles, des ateliers, de la musique, des chants, présentation d'œuvres littéraires par leurs auteurs, des présentations théâtrales, de la peinture, des initiations à l'écriture, du cinéma, de la poésie, des conférences thématiques et autres. Au total plus de 300 participants sont attendus pour cette édition du «Raconte-arts».

Pour des observateurs au fait de la chose culturelle, c'est l'activité culturelle la plus originale,



la mieux aboutie et la plus fertile du pays, tant pour les profanes que pour les artistes impliqués. Son principal animateur, Hacène Metref, ainsi que le grand artiste-peintre Denis Martinez, secondés par une équipe dévouée, prodiguent au fil des ans la preuve que sans gros moyens et avec la seule contribution des

populations locales (puisque les invités sont totalement pris en charge par l'habitant), et grâce à une volonté farouche d'indépendance, donc de liberté, on peut réaliser une œuvre grandiose d'animation populaire. «Raconte-arts» en est l'édifiante illustration.

H. M./N. S.

Du 28 juillet au 05 août

Fête du bijou d'Ath Yenni

LA 13^e ÉDITION de la fête du bijou se déroulera du 28 juillet au 05 août prochain à Ath Yenni, à 35 km au sud-est de Tizi Ouzou, a-t-on appris lundi du président de l'Assemblée populaire communale (APC). Placé cette année sous le thème «Le bijou d'Ath Yenni, héritage ancestral et exigences d'aujourd'hui», l'événement regroupera plus de 100 participants dont 93 artisans bijoutiers issus d'une dizaine de wilayas du pays, principalement de la wilaya de Tizi Ouzou, a indiqué à l'APS Smaïl Deghoul. A trois jours du démarrage de la manifestation, le comité communal des fêtes d'Ath Yenni a mis en place tous les moyens nécessaires pour

assurer son bon déroulement et répondre aux attentes des participants et des visiteurs, a-t-il affirmé. En sus du bijou, d'autres spécialités artisanales comme la vannerie, la broderie, la poterie, le tapis, l'habit traditionnel et l'art culinaire seront présents à ce rendez-vous annuel dédié à l'artisanat traditionnel et sa promotion. Au programme de la fête qui s'étalera sur neuf jours, il est prévu une exposition-vente du bijou et autres produits de l'artisanat, une journée d'information et d'orientation au profit des artisans qu'encadrera la chambre des métiers et de l'artisanat et une conférence sur le thème de cette 13^e édition, a indiqué M. Deghoul qui est égale-

ment président du comité communal des fêtes. «Au-delà de l'aspect commercial, ce rendez-vous est aussi une occasion pour soumettre les préoccupations des artisans aux responsables du secteur pour tenter de trouver des solutions qui permettront le développement de cette filière qui constitue encore la seule source de revenus pour beaucoup de familles à Ath Yenni», a-t-il soutenu. Les festivités se dérouleront au niveau du CEM Larbi-Mezani qui sera réservé exclusivement au bijou traditionnel (Ifetta) et la maison de jeunes de la localité qui abritera les exposants des autres filières, a-t-on appris de même source. L. O.